



Paris, le jeudi 25 avril 2019

## OBJET

Liminaire CFDT - CAP de sélection des chargés d'enseignement

Monsieur le président,

L'institut IPSOS vient de rendre le résultat de son traditionnel observatoire interne. Cette enquête, réalisée du 19 octobre au 23 novembre 2018 auprès de l'ensemble des agents des ministères économiques et financiers, montre clairement que les changements que subissent les agents de la DGFIP sont trop rapides, non maîtrisés et participent activement à la dégradation des conditions de travail des agents.

**Dans un tel contexte, il est évident que l'ENFiP a un rôle central à jouer pour donner aux agents les premiers bagages nécessaires à l'exercice de leur mission.**

L'ENFiP n'a jamais eu à former autant de stagiaires en formation initiale. En effet, les départs en retraite massifs, même s'ils ne sont pas intégralement remplacés, induisent un important recrutement.

Pour couronner le tout, dans le même temps, l'administration procède à une réforme en profondeur des formations initiales.

Les enseignants font donc face à des promotions plus importantes et à une réécriture de l'ensemble des fascicules de formation.

Or cette nouvelle formation déjà dispensée aux inspecteurs stagiaires montre ses limites. L'administration a fait le choix contestable de compresser la formation théorique sur une durée de 8 mois au lieu de 11 tout en gardant un volume horaire dédié aux matières techniques plus ou moins identique à celui des scolarités antérieures.

La conséquence en est désastreuse. L'assimilation des compétences professionnelles nécessaires aux stagiaires est devenue encore plus difficile. Face à cette contraction, les stagiaires en sont réduit bachotage dont on connaît le faible intérêt pour la maîtrise des savoirs.

Après cette formation « express », les stagiaires ont le stage pratique probatoire au cours duquel ils devront s'appuyer sur 800 tuteurs.

À ce sujet, la **CFDT Finances publiques** attend toujours la réponse à sa question sur la place du tuteur posée lors de la CAP de présélection.

Le tutorat est une fonction à part entière qui doit être valorisée à la hauteur de l'investissement. La **CFDT Finances publiques** réclame la rédaction d'un guide du tutorat pour clarifier cette fonction et la valoriser justement.



Cette problématique non résolue du tutorat révèle, ce que le rapport IPSOS souligne, la DGFIP fait face à un déficit de vision et d'information sur les réformes et projets.

Par ailleurs, cette réforme de la formation initiale n'aura de sens que si la formation continue est en capacité de prendre le relais via le passeport de formation. Or, outre les doutes légitimes que l'on peut nourrir sur la volonté de la DGFIP d'investir réellement dans la formation continue et la capacité des chefs de service à laisser le temps aux agents de se former, on constate déjà que les enseignants, entièrement accaparés par la réforme de la formation initiale, sont contraint de délaisser de fait la formation continue.

Le « en même temps » à la DGFIP comme ailleurs ne fonctionne pas !

Au final, cette réforme génère un mal-être : celui des enseignants et celui des stagiaires. Voudrait-on trouver une excuse pour externaliser la formation que l'on ne s'y prendrait pas autrement !

Concernant plus particulièrement la CAP de ce jour, la **CFDT Finances publiques** observe que l'ENFiP a tenu les engagements pris devant la délégation des enseignants de Noisiel, à savoir un recrutement supérieur au nombre de départs annoncés. Cela étant, les effectifs des enseignants restent malgré tout en deçà des besoins pour dispenser une formation de qualité.

La **CFDT Finances publiques** attend un engagement ferme de l'ENFiP concernant le remplacement des enseignants susceptibles de quitter l'ENFiP dans le cadre des mouvements de mutation.

La CAP de ce jour doit donc être l'occasion d'étoffer le recrutement des enseignants et d'appeler ainsi l'ensemble des collègues placés dans le vivier.

Les élus CFDT Finances Publiques en CAPN4

Karine ROUSSEAU

David BRAASCH

Expert : Éric DELETTRE